



AGORA

Comment en finir avec l'amnésie des crimes du franquisme?

MÉMOIRE L'Espagne poursuit son travail sur le passé. Adoptée le 5 octobre 2022 par le Parlement sous l'impulsion du gouvernement de gauche dirigé par Pedro Sánchez, la loi de mémoire démocratique fait un pas dans la reconnaissance des crimes innombrables et abjects du régime de Franco.

Bébés volés aux familles républicaines, innombrables assassinats, crimes contre l'humanité, milliers de cadavres de républicains assassinés jetés dans des charniers... L'atrocité du régime de Franco plane comme une ombre sur la mémoire de l'Espagne. Le mouvement pour la reconnaissance de ces exactions s'affronte à des résistances très fortes relayées notamment par la droite politique. Avec la loi de mémoire historique, une brèche s'est ouverte qui appelle de nouveaux développements.

Avec le retour de la démocratie, un dispositif d'amnistie a été mis en place en Espagne concernant les crimes du franquisme. En quoi a-t-il consisté ?

Ana Messuti Ce dispositif a consisté en divers accords, appelés pactes, entre les partis de gauche et la couronne espagnole pour que le passé n'agisse pas comme un facteur déstabilisant pour une démocratie qui faisait ses premiers pas après quarante années de dictature. L'amnistie telle qu'elle a été présentée en Espagne a des antécédents, qui se distinguent d'une manière ou d'une autre par l'exigence de l'oubli. Avec l'amnistie, ce qui est interdit, c'est de se souvenir, pas d'oublier.

Emilio Silva En 1977, des élections générales démocratiques ont eu lieu après la mort du dictateur. Les partis républicains n'ont pas pu se présenter mais les partis de gauche qui ont accepté la monarchie l'ont fait. Ce parlement avait pour mission principale l'élaboration d'une Constitution démocratique qui serait ensuite soumise à référendum. Mais l'une des premières choses qui a été faite a été d'approuver une loi d'amnistie, le 14 octobre 1977, qui depuis lors protège légalement les responsables de violations de droits sous la dictature.

Carles Mulet Comme l'a suggéré Ana Messuti, la loi de 1977 a été une « loi d'amnésie ». Une loi pour oublier, pour laisser les crimes de Franco impunis, pour que personne ne puisse endosser la responsabilité au niveau judiciaire – ou autres – de toutes les atrocités qui ont été commises pendant la dictature. Le prétexte était la « réconciliation », une sorte de table rase comme si rien ne s'était passé en Espagne pendant cette période. C'était une loi promise pour protéger la situation de ceux qui ont participé à tout l'appareil de répression, qui a permis, comme prévu, l'amnistie de tous les crimes, empêchant ainsi le droit à la vérité, à la justice et à la réparation. Dans toute démocratie qui a vaincu une dictature, il y a eu une tentative de réparation et de justice. En Espagne, les violations des droits de l'homme et toutes sortes de crimes sont restés impunis et amnistiés. Pratiquement, la loi d'amnistie de 1977 a libéré 89 prisonniers liés à des groupes armés mais sans crime de sang. Ce à quoi elle a vraiment servi, c'est à protéger les fascistes. Lorsque l'Association pour la récupération de la mémoire historique (ARMH) a commencé à rechercher les républicains disparus à cause de la répression de Franco et à porter plainte devant les tribunaux, on a découvert à quoi servait la loi. Son article 2 empêche les enquêtes pénales et les poursuites pour violations des droits de l'homme par la dictature. Pour cette raison, en 2010, l'ARMH a mis en branle le premier procès en Argentine contre le franquisme, sollicitant l'application du même principe de justice universelle qui avait permis à la justice espagnole d'arrêter Augusto Pinochet à Londres en octobre 1998. Mais si la justice argentine a accepté le cas, tous les gouvernements d'Espagne ont mis des obstacles et ont essayé de l'empêcher d'aller de l'avant.

Pourquoi une telle opposition ?

Carles Mulet Fondamentalement, c'est un problème qui découle de notre structure sociale. La longue durée de la dictature et les mesures qui ont marginalisé les familles républicaines ont fait que les élites qui ont gouverné l'Espagne depuis la mort de Franco jusqu'à aujourd'hui sont majoritairement issues de familles franquistes.

Quels sont les principes et revendications qui ont encouragé le mouvement à l'origine de la loi de mémoire démocratique ?

Ana Messuti Les principes de vérité, justice, réparation et garanties de non-répétition. Mais il y a eu beaucoup de chamboulements dans cette période. Les plus notables sont l'influence du droit international et la mise en avant des victimes, malgré le fait que le slogan hissé comme un drapeau ait été « la lutte contre l'impunité ».

ANA MESSUTI
Docteure en droit
et avocate engagée
dans la défense
des victimes
du franquisme



DRÖITS RESERVES

EMILIO SILVA
Sociologue et
journaliste, président
de l'Association pour
la récupération de la
mémoire historique



DRÖITS RESERVES

CARLES MULET
Sénateur
au Parlement
d'Espagne,
membre de la
coalition Compromis



DRÖITS RESERVES

« On parle abondamment de victimes, mais pas de crimes, de sanctions mais pas de peines. »

« La meilleure politique de mémoire se fait dans les tribunaux et dans les écoles. »

« Quatre décennies plus tard, on n'ose pas aborder le franquisme tel qu'il fut vraiment. »

La lutte contre l'impunité n'est telle que dans le cadre de la loi qui prévoit des peines. Pourtant, cette loi tant souhaitée et tant attendue ne parle même pas de peines, car ce sont d'autres objectifs vers lesquels elle est dirigée.

Emilio Silva En octobre 2000, l'ARMH a procédé à la première exhumation scientifique de républicains assassinés par des fascistes en Espagne. Deux ans plus tard, l'ARMH a commencé à porter plainte au tribunal et a présenté la documentation de 64 cas de disparus devant le groupe de travail sur les disparitions forcées et involontaires de l'ONU, qui est basé à Genève. A commencé alors un mouvement social très hétéroclite où des associations ont été créées par des proches autour d'une fosse commune et d'autres qui ont été la courroie de transmission des partis politiques. Cette activité a conduit le gouvernement de José Luis Rodríguez Zapatero du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) à approuver la loi sur la mémoire historique en décembre 2007, qui ne rendait pas l'État responsable de la recherche des disparus, n'indemnisait pas leur famille, de sorte qu'il n'y ait pas la moindre brèche pour que les victimes puissent accéder à la justice. En septembre 2013, le groupe de travail des Nations unies sur les disparitions forcées et involontaires s'est rendu en Espagne. Lorsque le PSOE revient au pouvoir en 2018, il est proposé que soit rédigée une nouvelle loi mémorielle qui réponde aux indications des rapports des Nations unies et applique les principes et conventions des droits de l'homme ratifiés par l'Espagne. Pendant ce temps, le gouvernement de Pedro Sánchez a décidé de retirer les restes du dictateur Francisco Franco de la vallée des Morts. Le 24 octobre 2019, avec quelque chose qui ressemblait à des funérailles d'État, la dépouille de Franco en a été retirée mais transférée dans un cimetière public, ce qui signifie que ses victimes continuent de payer le mausolée du dictateur avec leurs impôts. Symbole que, quarante-sept ans après sa mort, l'État démocratique n'a pas été en mesure d'éliminer le dictateur de l'espace public. C'est quelque chose qui n'arrive pas en Italie, ni au Portugal, ni au Chili, ni en Argentine, que la démocratie entretienne avec des fonds publics le tombeau d'un dictateur. Mais ça arrive en Espagne.

Carles Mulet La loi de 2007 était une fois de plus un trompe-l'œil. Le parti Compromis a retiré plus de

symboles en passant ville par ville, rue par rue dans toute la communauté valencienne que le gouvernement n'a demandé l'application de cette loi. Certains restes ont été exhumés, mais sans poursuivre les crimes, et les partis et fondations qui continuent aujourd'hui à faire l'apologie du franquisme restent autorisés. Le gouvernement a soumis au traitement parlementaire dans cette législature la loi de mémoire démocratique finalement approuvée en 2022, qui est une petite avancée par rapport à celle de 2007, mais toujours avec trop de marge.

Quelles perspectives ouvre la loi sur la mémoire démocratique ?

Emilio Silva La loi de mémoire démocratique est divisée en deux parties. Le préambule et les articles. Dans le préambule, on peut souvent lire l'expression « vérité, justice et réparation ». On peut lire de belles phrases sur la merveilleuse transition vers la démocratie qu'a faite l'Espagne, celle qui a laissé des milliers de démocrates et de républicains enterrés dans des fosses communes. C'est un texte avec des réflexions très positives sur la justice et les engagements de notre démocratie. Malheureusement beaucoup de ces bonnes intentions sont restées dans le préambule et n'ont pas été traduites dans les articles. On peut dire que la loi de mémoire démocratique parle pour la vérité, mais elle ne dit pas qui étaient les putschistes de juillet 1936, les responsables de la dictature, les tortionnaires ou les hommes d'affaires qui se sont enrichis grâce à la mise en esclavage de prisonniers politiques. On parle de justice, mais la loi d'amnistie qui empêche que ces crimes soient jugés reste en vigueur. On parle de réparations, mais l'État n'indemniserait pas les familles des disparus.

Ana Messuti La loi de mémoire démocratique est une loi de droit administratif, pas une loi pénale. C'est une loi de régulation et de création d'institutions publiques orientées vers la défense de la démocratie et la mémoire qui sert à consolider la démocratie. Mais ce n'est pas une mémoire qui a les caractéristiques de la démocratie. C'est une mémoire qui s'impose pour promouvoir la démocratie. L'index vaut la peine d'être lu attentivement : les sujets traités sont nombreux et détaillés. Le protagoniste des actions prévues par la loi est

/// l'administration générale de l'État. Parmi les nombreux articles dans lesquels la loi est développée, il n'y en a que deux qui traitent de la justice. Seulement deux, et les deux laissent à désirer. Tout s'agit dans cette loi à la limite de ce qu'elle doit toucher mais sans le toucher. Par exemple, on parle abondamment de victimes, mais pas de crimes, de sanctions mais pas de peines. On parle du droit à la justice, mais pas de la justice. Cette loi extensive pourrait aussi bien s'appeler « la loi des mille ressources (pour échapper à la justice) ».

Carles Mulet C'est une loi positive dans la mesure où il existe enfin un régime de sanctions pour ceux qui ne respectent pas la suppression des symboles du franquisme. Les titres de noblesse créés par la dictature sont supprimés. Des progrès sont réalisés sur la carte des fosses communes, dans les célébrations et les actes de reconnaissance, dans les procès améliorables d'annulation des peines, dans la reconnaissance partielle des victimes – qui reste purement symbolique. Il est triste cependant que, plus de quatre décennies plus tard, on n'ose pas aborder le franquisme tel qu'il fut vraiment. Il n'y aura pas de justice pour les victimes tant qu'elles ne seront pas toutes considérées comme des victimes. Il ne peut y avoir de justice avec une loi qui amnistie les criminels. Il ne peut y avoir de justice si ces victimes ne sont pas pleinement indemnisées, et, de ce point de vue, cette loi reste à mi-chemin. Nous avons demandé la judiciarisation des exhumations précisément parce que nous comprenons que les victimes sont des victimes. Elles sont victimes de crimes contre l'humanité, de condamnations illégales, assassinées, et les crimes dont elles ont fait l'objet doivent entraîner des responsabilités judiciaires contre leurs auteurs.

La loi de mémoire démocratique est-elle une fin ou une étape ?

Ana Messuti Espérons que ce soit une étape, car une démocratie ne peut pas s'instaurer aussi loin de la justice.
Emilio Silva La meilleure politique de mémoire se fait dans les tribunaux et dans les écoles. Mais le pouvoir politique en Espagne n'a pas voulu ouvrir les portes des tribunaux et a ouvert les portes des écoles, mais avec l'idée de garder anonymes les responsables de violations des droits de l'homme. La loi de mémoire démocratique ne garantit pas aux victimes de la dictature franquiste l'exercice de leurs droits. Cela veut dire que la société civile continuera à se battre pour les obtenir, qu'elle continuera à dénoncer ce que l'État doit faire et ne veut pas faire. À cette date, un groupe de bénévoles de mon association, l'ARMH, vient de trouver une fosse commune avec les corps de quatre républicains assassinés par des fascistes armés à Busdongo, dans la province de León. À quelques centaines de mètres de la résidence officielle de tous les présidents du gouvernement que l'Espagne a eus, de 1977 à aujourd'hui, il y a encore un Arc de la Victoire qui célèbre le triomphe de Franco, Hitler et Mussolini et l'assassinat des milliers de personnes qui voulaient la démocratie et les droits.

Carles Mulet En théorie, la loi de 2007 était aussi une fin, mais les circonstances ont montré qu'une autre loi était nécessaire, les communautés autonomes elles-mêmes légiférant de manière beaucoup plus sensée et avancée que l'État. Pour nous, cela est insuffisant. Nous devons donc aller de l'avant et combler les lacunes qui ne l'ont pas été, lorsque les circonstances politiques le permettront. Le principal problème est toujours le Parti socialiste ouvrier espagnol, un parti qui a constamment agi avec une lâcheté et un opportunisme politiques énormes, abordant ce type de question de manière fantaisiste, uniquement de manière cosmétique, avant un processus électoral, et n'a jamais été en mesure de vouloir aller plus loin et d'avancer dans la réparation en faveur des victimes réelles. ■

ENTRETIENS CROISÉS RÉALISÉS PAR JÉRÔME SKALSKI

Contre les morts au travail

« **J**e n'adore pas le mot pénibilité, car il donnerait le sentiment que le travail est pénible. » Ces mots, ce sont ceux d'Emmanuel Macron, président d'un pays, la France, championne d'Europe de l'hécatombe des morts au travail avec plus de 1 200

par an (Eurostat). À Paris, nous avons initié un travail inédit, fruit de notre délibération votée en novembre 2022, pour faire de la capitale une ville exemplaire, avec un objectif : zéro mort au travail. Et si Paris n'est pas épargnée, nous voulons faire vivre la mémoire des victimes. Nous pensons, par exemple, aux cinq morts sur le chantier du Grand Paris en trois ans, ainsi qu'à Moussa Sylla, M. Konat, ou Samir Bey, tous morts en 2022. Le 28 avril, grâce aux communistes, Paris est la première collectivité à mettre cette question au cœur de sa politique mémorielle. Une commémoration officielle se tiendra devant la bourse du travail, sur laquelle sera déposée une plaque en leur mémoire.

Nous voulons ainsi rendre visibles les accidents et les morts au travail. Trop souvent, ils sont traités dans la rubrique « faits divers » de la presse, ces morts ne sont pourtant pas de simples accidents se produisant fortuitement. Plusieurs centaines par an, cela ne peut relever de « la faute à pas de chance ». Cela recouvre un fait social lourd qui doit être abordé comme tel. Pour cette raison, nous lançons à Paris

NICOLAS BONNET-OULALDJ
Président du groupe communiste et citoyen de Paris
BARBARA GOMES
Conseillère de Paris

un observatoire des morts au travail au sein de l'Atelier parisien d'urbanisme. Il y a urgence à recenser précisément le nombre de personnes mortes au travail ou des suites d'une maladie professionnelle. Siégeront au sein de cet observatoire différentes institutions et des syndicats permettant de recouper

les données. Nous entendons ainsi engager le bras de fer avec les entreprises. Pour que plus personne ne perde sa vie à la gagner, nous devons agir à la source du problème : la sécurité des travailleurs.

Nous mettons ainsi en place de façon inédite une charte sociale à la Ville de Paris pour prévenir les risques au travail sur notre territoire. Cette charte, déclinée en plusieurs articles, devra être signée par les entreprises et les partenaires de la Ville. Nous proposons qu'un

engagement soit pris dans la limitation de la sous-traitance et dans le recours aux contrats précaires. Les entreprises devront également faire le choix d'un dialogue renforcé et permanent avec les travailleurs, leurs représentants et les acteurs de la santé et sécurité au travail. Enfin, l'âge et le genre devront être pris en compte dans l'attribution des missions afin d'encourager la mobilité au sein de l'entreprise en tenant compte de la pénibilité du travail.

Dans la poursuite de cet engagement précurseur pour une collectivité, nous appelons l'ensemble des communes et des parlementaires à se saisir de ce travail. ■

TRIBUNE

Pour un sport populaire, soutenons les techniciens de la télévision

À moins d'un an des jeux Olympiques de Paris et à quelques mois de la Coupe du monde de rugby à XV, la situation des techniciens français qui travaillent à la retransmission télévisée des matchs et compétitions est préoccupante. La ministre des Sports doit se saisir de cette situation, pour que le sport reste populaire.

Le week-end dernier, des salariés de l'audiovisuel, employés par le prestataire AMP Visual TV, se sont mobilisés et ont débrayé pendant une heure, au début de plusieurs matchs de rugby et de football. Cette mobilisation a mené à la suspension partielle de la diffusion télévisuelle de ces rencontres. À l'appel de la CGT, ces travailleurs ont jugé leur situation tellement inquiétante qu'ils ont refusé de poursuivre le travail, alertant téléspectateurs et acteurs du sport sur leur situation.

Celles et ceux que nous ne voyons jamais ont rappelé que, sans eux, le sport n'est pas diffusé à la télévision, n'est pas accessible à toutes et à

JÉRÉMY BACCHI
Sénateur PCF des Bouches-du-Rhône, membre de la commission culture et communication
ASSAN LAKEHOUL
Coordinateur du Mouvement des jeunes communistes de France

tous. Ces salariés demandent la reconnaissance de leur travail et la revalorisation de leurs salaires dans un contexte fortement inflationniste. Rarement mis en avant, subissant horaires décalés, déplacements permanents, stress lié au direct, ces hommes et ces femmes sont les chevilles ouvrières de la diffusion du sport. Sans ces équipes techniques de l'audiovisuel, pas de sport popu-

laire. L'utilité sociale du sport n'est plus à prouver, l'ensemble des acteurs de celui-ci doivent être considérés, valorisés, rémunérés correctement : la diffusion fait naître des vocations, fait émerger des rêves, crée des souvenirs inoubliables. Ces actions ont été soutenues par les téléspectateurs et les joueurs professionnels. Madame la ministre : répondez aux revendications des salariés !

Nous disons sans cesse que l'économie du sport doit être remise à plat, que le sport à la télévision doit être accessible à toutes et à tous, que sa financiarisation est en train de le tuer. Nous ne parlons que trop peu de celles et ceux qui nous permettent

TRIBUNE

Nous sommes jeunes diplômé·e·s et mobilisé·e·s

Jeunes embauché·e·s, nous nous sommes ré-
cemment syndiqué·e·s par dizaines à la CGT pour défendre nos retraites. Nous partageons nos vécus au sein du collectif jeunes diplômé·e·s de l'Ugict-CGT.

Les raisons de nous mobiliser sont nombreuses. La réforme des retraites est particulièrement injuste pour notre génération et totalement inefficace pour faire face aux urgences sociales, économiques, environnementales et en matière d'égalité femmes-hommes. Nous refusons de sacrifier notre avenir alors que notre présent est déjà précaire. L'âge légal de 64 ans s'appliquera à nous au prix fort, tout comme les 43 années de cotisation. Or, les années d'études et le chômage en sortie de diplôme ne sont pas comptabilisés dans les années de cotisations.

Avec sa réforme, le gouvernement ne répond pas à notre problème principal : la baisse du niveau de nos pensions dans les décennies à venir. Alors qu'un cadre né en 1930, parti en retraite en 1989, bénéficiait en moyenne d'une retraite égale à 72 % de son dernier salaire, un cadre né en 1996 partirait à la retraite en 2062, avec 51 % de son dernier salaire. En rendant la « retraite

JEUNES SYNDIQUÉ·ES
UGICT-CGT

solidaire » de plus en plus inaccessible, le gouvernement laisse la porte grande ouverte aux retraites privées, par capitalisation. Or les assureurs et les fonds de pension investissent principalement dans les industries polluantes et carbonées qui mettent en danger notre avenir. Nous voulons au contraire mieux financer notre système de retraite par répartition pour nous permettre de partir à la retraite dès 60 ans avec 75 % du dernier salaire.

Le 19 janvier 2023 a été la première journée de grève de notre vie. Pour la première fois, nous avons cherché le préavis de grève déposé par la CGT de nos secteurs (bureaux d'études, collectivités territoriales, métallurgie, etc.), nous avons annoncé à nos employeurs que nous étions en grève et nous avons rejoint les grandes manifestations organisées partout en France. Certain·e·s d'entre nous ont fait grève alors

TRIBUNE

qu'ils sont en période d'essai, apprenti·e·s, en CDD.

Voici quelques-unes de nos histoires, des « petites victoires » qui font grandir la lutte à notre échelle de jeunes ingé·e·s, cadres, techs et professions intermédiaires.

André a organisé une assemblée générale en ligne dans son entreprise

multinationale. Des dizaines de collègues se sont connecté·e·s pour discuter des effets de la réforme des retraites sur les ingé·e·s et les cadres.

Alix a organisé les rendez-vous de manifestations avec ses collègues statisticien·ne·s de l'État, via un groupe WhatsApp.

Charlie a montré à ses collègues de labo qu'il était possible de se mettre en grève, y compris quand on est jeune chercheur·se. Il a entraîné avec lui des collègues qui ont sauté le pas de la grève.

Arsène a échangé avec ses collègues informaticien·ne·s à la machine à café. Il leur a parlé des effets de la réforme sur leur retraite et de la crise démocratique actuelle. À force de discussion, il a trouvé un autre collègue qui est prêt à se mobiliser à ses côtés.

Agathe a organisé son premier piquet de grève avec ses collègues devant son lieu de travail, à la direction du travail du 93. Iels ont vendu des crêpes et du café aux passant·e·s afin d'abonder leur caisse de grève.

Lara a animé et chanté dans les cortèges de manifestation et a permis aux

manifestant·e·s de se mobiliser dans la joie et en sécurité.

Micka a organisé la grève reconductible dans son entreprise de service numérique dès le 7 mars. Sa section CGT a organisé quotidiennement des assemblées générales en visio avec les collègues et a mis en place une caisse de grève.

Majdi a participé à l'accueil des nouveaux·elles syndiqué·e·s de la CGT des collaborateur·rices parlementaires. Au-delà de la mobilisation sur les retraites, iels sont déterminé·e·s à gagner un statut et des hausses de salaire.

En faisant grève en tant que manager, Éric a envoyé un signal aux personnes qu'il encadre sur le fait qu'ils ont le droit de se mobiliser dans son entreprise de métallurgie.

La mobilisation contre la réforme des retraites a été un accélérateur de notre engagement syndical. Nous avons tout·e·s rapidement appris à convaincre et organiser nos collègues. Nous avons appris à faire grève, à manifester. Ces savoir-faire seront transmis de génération en génération à la CGT. Nous en ferons bon usage. ■

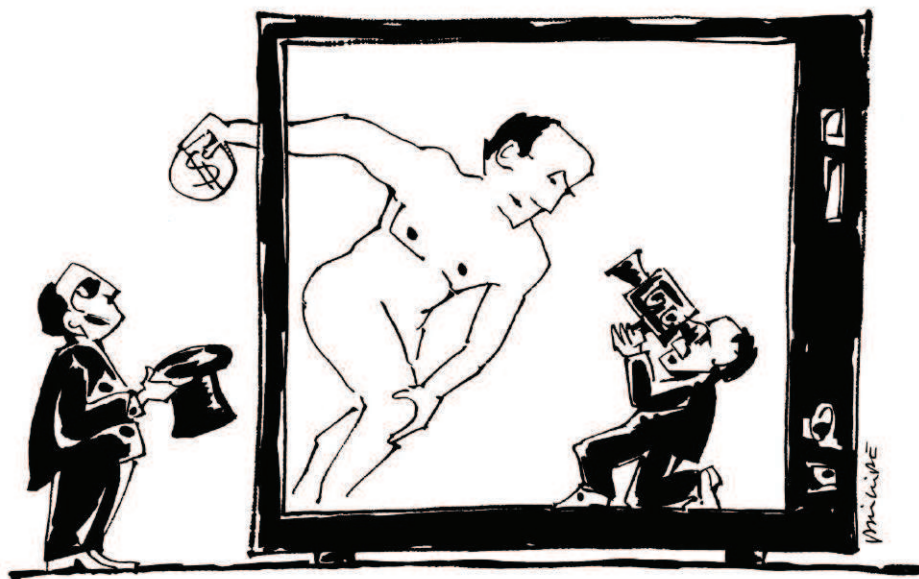
Nous refusons de sacrifier notre avenir alors que notre présent est déjà précaire.

de suivre notre équipe favorite, de célébrer face à un ralenti monté à la perfection, de vibrer devant une pénalité filmée depuis le bon angle.

Au-delà de la situation des techniciens télévisés, le fonctionnement de toute la filière sportive est à remettre à plat. Nous appelons de nos vœux l'organisation d'une COP sur l'économie du sport, qui est dans une impasse. Comme pour le climat, ce sujet ne pourra pas se régler à l'échelle d'un pays. Cette COP sera chargée de trouver une alternative à la financiarisation sans cesse du sport professionnel, réduire le fossé entre sport professionnel et sport amateur, développer la pratique sportive partout sur le territoire, démocratiser la gestion du sport, encore trop opaque.

La France mérite un monde du sport qui rémunère dignement l'ensemble de ses acteurs, qui permette une pratique sportive la plus démocratique et la plus large possible, qui rende la diffusion du sport professionnel accessible. Lors de l'attribution des droits de diffusion, nous devons veiller à ne pas mettre hors jeu les diffuseurs français ne jouant pas dans la même catégorie que certaines grosses multinationales.

La ministre des Sports, Amélie Oudéa-Castéra, doit rapidement entamer le chantier qui permettra d'atterrir sur une COP de l'économie du sport. Répondre aux revendications des équipes techniques d'AMP Visual TV, mais également à celles de tous les autres techniciens de la retransmission audiovisuelle, serait à la hauteur des enjeux du moment, à quelques mois des deux plus grandes compétitions sportives mondiales organisées dans notre pays. ■



MARCELLO MUSTO

«Marx a beaucoup écrit sur la liberté individuelle»

IDÉES Dans *les Dernières Années de Karl Marx*, le philosophe et sociologue italien, professeur à Toronto (Canada), met en exergue la modernité de la pensée de l'auteur du *Capital* dans la dernière période de sa vie.

Professeur de sociologie à l'université de York à Toronto, au Canada, Marcello Musto est l'auteur de plusieurs ouvrages sur Karl Marx, dont *Pour lire la Première Internationale*, publié aux Éditions sociales en 2022. Dans *les Dernières Années de Karl Marx*, ouvrage traduit de l'anglais par Antony Burlaud et publié cette année aux PUF dans la collection « Questions républicaines », c'est la fin de la vie du militant et théoricien allemand qui fait l'objet de son investigation. Une période souvent méconnue mais cruciale pour la compréhension d'une pensée dont le mouvement, libéré de certaines interprétations sclérosées, interpelle notre temps.

La fin de l'expérience du socialisme soviétique a libéré la lecture de Marx. Dans quelles directions ?

La fin du marxisme-léninisme a finalement libéré l'œuvre de Marx du carcan d'une idéologie à des années-lumière de sa conception de la société. Mais la chute du mur de Berlin a été suivie de deux décennies de conspiration du silence autour de l'œuvre de Marx. Dans les années 1990 et 2000, la littérature secondaire sur Marx était extrêmement rare et on peut en dire autant de la réimpression de ses écrits. L'œuvre de Marx – qui n'est plus confondue avec la fonction odieuse d'un instrumentum regni (1) – est redevenue l'objet d'un regain d'intérêt mondial en 2008. Ce retour à Marx, après l'une des plus grandes crises économiques de l'histoire du capitalisme, a été distinct de sa critique de l'économie. Des journaux prestigieux, ainsi que des revues à large lectorat, ont décrit l'auteur du *Capital* comme un théoricien clairvoyant dont l'actualité s'est une fois de plus confirmée. Marx est devenu, presque partout, le thème des cours universitaires et des conférences internationales. Ses écrits ont réapparu dans les rayons des librairies et son interprétation du capitalisme a pris de plus en plus d'ampleur. Ces dernières années, cependant, on a également reconsidéré Marx en tant que théoricien politique et de nombreux auteurs aux opinions progressistes ont soutenu que ses théories continuent d'être indispensables pour quiconque estime qu'il est nécessaire

de construire une alternative à la société dans laquelle nous vivons. Ce « Marx revival » contemporain ne se limite pas seulement à la critique marxienne de l'économie politique, mais ouvre aussi à la redécouverte de ses idées politiques et de ses interprétations sociologiques.

Dans l'histoire de son œuvre, quelle est l'importance de la période d'écriture que vous abordez dans votre travail ?

Dans ses dernières années, l'éventail des intérêts de Marx était large. Par exemple, les recherches de Marx en anthropologie, inspirées du livre *Ancient Society*, publié en 1877 par Henry Morgan, étaient particulièrement pertinentes. Ce qui a le plus frappé Marx, c'est la façon dont Morgan a traité la production et les facteurs technologiques comme des conditions préalables au progrès social, et il s'est senti poussé à assembler une compilation d'une centaine de pages denses d'extraits de ce livre. Ceux-ci constituent l'essentiel de ce que l'on appelle les « carnets ethnologiques ». Ils contiennent également des extraits d'autres anthropologues qui ont été critiqués par Marx pour leurs observations pleines de connotations racistes. Son rejet d'une telle idéologie était catégorique, et il l'a commenté d'un ton caustique : « *Encore ce non-sens ! C'est le diable qui parle ce "jargon aryen" !* » Par une coïncidence fortuite, la célèbre lettre écrite par Vera Zassoulich a été adressée à Marx à l'époque même où son intérêt pour les formes primitives de communautés s'accroissait. La théorie et la pratique l'avaient conduit au même endroit. S'appuyant sur les idées suggérées par Morgan, il écrit alors que le capitalisme pouvait être remplacé par une forme supérieure de la production collective primitive. Cette affirmation ambiguë appelle au moins deux précisions.

Lesquelles ?

Premièrement, grâce à ce qu'il avait appris du sociologue russe Nikolai Tchernychevsky, Marx soutient que la Russie n'avait pas à répéter servilement toutes les étapes historiques de l'Angleterre et des autres pays d'Europe occidentale. En principe, la transformation socialiste de l'« obshchina », la communauté villageoise traditionnelle russe, pourrait se faire sans passage obligé par le capitalisme. Mais cela ne signifie pas que Marx ait changé son jugement critique sur la commune rurale en Russie, ou qu'il croyait que les pays où le capitalisme était encore sous-développé étaient plus

proches de la révolution que d'autres avec un développement productif plus avancé. Il n'est pas devenu subitement convaincu que les communes rurales archaïques étaient un lieu d'émancipation plus avancé pour l'individu que les rapports sociaux existant sous le capitalisme. Deuxièmement, son analyse de la possible transformation progressive de l'« obshchina » n'était pas censée être élevée à un modèle plus général. C'était une analyse spécifique d'une production collective particulière à un moment historique précis. En d'autres termes, Marx a fait preuve d'une souplesse théorique et d'une absence de schématisme qui ont manqué à beaucoup de marxistes après lui. À la fin de sa vie, Marx a révélé une ouverture théorique toujours plus grande qui lui a permis d'envisager d'autres voies possibles vers le socialisme qu'il n'avait jamais prises au sérieux auparavant ou qu'il avait considérées comme inaccessibles. Malheureusement, les doutes de Marx ont été plus tard remplacés par la conviction de nombreux marxistes que le capitalisme était une étape incontournable du développement économique dans tous les pays et toutes les conditions historiques.

Quel fut, à cette époque, le fil conducteur de ses études ?

Il n'y a pas qu'un seul fil conducteur dans les dernières années de recherche de Marx. Certaines de ses études découlaient simplement de découvertes scientifiques récentes sur lesquelles il souhaitait rester à jour ou d'événements politiques qu'il jugeait significatifs. Par exemple, lorsque Joseph Cowen, député et président du Cooperative Congress – que Marx considérait comme « le meilleur des parlementaires anglais » –, a justifié l'invasion britannique de l'Égypte en 1882, Marx a exprimé sa totale désapprobation. Surtout, il a ironisé contre le gouvernement britannique : « *Très joli ! En fait, il ne pourrait y avoir d'exemple plus flagrant d'hypocrisie chrétienne que la "conquête de l'Égypte" – conquête en pleine paix !* » Et lorsque Cowen exprima son admiration pour l'« exploit héroïque » du peuple britannique, Marx écrivit qu'il n'était qu'un exemple typique de « ces pauvres bourgeois britanniques » caractérisés par le « sens de la responsabilité » à l'égard de « l'intérêt domestique national ». D'autres sujets d'intérêt de cette période incluent le féminisme, l'Inde et l'histoire mondiale. Marx avait déjà appris auparavant dans sa vie que le niveau général d'émancipation dans une société dépendait du niveau d'émancipation des



ENTRETIEN

femmes, mais les études anthropologiques menées dans les années 1880 lui ont donné l'occasion d'analyser plus en profondeur l'oppression de genre. De plus, il a rempli un cahier intéressant intitulé *Notes sur l'histoire indienne (664-1858)* et il a travaillé intensivement sur ce qui est appelé les « extraits chronologiques », une chronologie annotée, année par année, de 550 pages. Ceux-ci comprenaient des exposés d'événements mondiaux, du I^{er} siècle avant J.-C. à la guerre de Trente Ans en 1648, résumant leurs causes et leurs traits saillants. Il est possible que Marx ait voulu tester si ses conceptions étaient bien fondées à la lumière des développements politiques, militaires, économiques et technologiques majeurs du passé.

Quel est l'intérêt aujourd'hui de la lecture du « vieux » Marx ?

Des recherches récentes ont réfuté les diverses approches qui réduisaient la conception de Marx de la société communiste au développement des forces productives. En particulier, a été montrée l'importance qu'il attachait à la question écologique : à plusieurs reprises, Marx a dénoncé le fait que

« Marx s'est exprimé sans ambiguïté contre les ravages du colonialisme. »

l'expansion du mode de production capitaliste accroît non seulement le vol du travail des travailleurs, mais aussi le pillage des ressources naturelles. Une autre question à laquelle Marx s'est intéressé de près était la migration. Il a montré que le mouvement forcé de main-d'œuvre généré par le capitalisme était une composante majeure de l'exploitation bourgeoise et que la clé pour lutter contre cela était la solidarité de classe entre les travailleurs, quelles que soient leurs origines ou toute distinction entre travail local et travail importé. De plus, Marx a entrepris des études approfondies sur les sociétés extra-européennes et s'est exprimé sans ambiguïté contre les ravages du colonialisme. Ces considérations ne sont que trop évidentes pour quiconque a lu Marx, malgré le scepticisme à la mode aujourd'hui dans certains milieux académiques. De plus, à la fin de sa vie, Marx a beaucoup écrit sur la liberté individuelle dans la sphère économique et politique, l'émancipation des sexes, la critique du nationalisme et les formes de propriété collective non contrôlées par l'État. En d'autres termes, il a approfondi de nombreuses questions qui acquièrent une

importance cruciale pour l'agenda politique de notre époque. Le « vieux » Marx nous aide à mieux la comprendre encore et ce serait une grave erreur de le considérer comme un penseur dogmatique, économiciste et eurocentrique.

Comment prendre au sérieux la pensée de Marx sans en faire une « statue de commandeur » ou la stériliser ?

À bien des égards, Marx diffère du penseur que de nombreux partisans et opposants ont présenté au fil des ans – sans parler des statues de pierre que l'on trouvait sur les places publiques sous les régimes d'Europe de l'Est, qui le montraient pointant vers l'avenir avec une certitude impérieuse. En revanche, il serait trompeur d'affirmer dévotement qu'il a toujours eu raison et que ses écrits contiennent tous les outils critiques dont nous avons besoin pour comprendre le monde d'aujourd'hui. Marx s'est trompé sur le rôle révolutionnaire permanent de la classe ouvrière européenne. Ils s'en est rendu compte dans les dernières années de sa vie, lorsqu'il affirma, amèrement, que les prolétaires anglais avaient préféré devenir les « *contremaîtres de leurs propres esclavagistes* ». Son analyse des classes sociales doit également être réajustée, et sa théorie de la crise, d'ailleurs inachevée, appartient au capitalisme de son temps. Marx n'a pas la réponse à tous les problèmes de notre temps, mais il en cerne les questions essentielles. Je pense que c'est sa plus grande contribution aujourd'hui. Marx aide à nous poser les bonnes questions, à identifier les principales contradictions. Ce qui, me semble-t-il, n'est pas une mince affaire.

Plus généralement, comment penser « avec » Marx pour relever les défis du monde contemporain ?

Partout en Europe, en Amérique du Nord et dans de nombreuses autres régions du monde, l'instabilité économique et politique est désormais une caractéristique persistante de la vie sociale contemporaine. La mondialisation, les crises financières, la montée des problèmes écologiques, la récente pandémie mondiale et une nouvelle guerre dramatique ne sont que quelques-uns des chocs et des tensions qui produisent les tensions et les contradictions de notre époque. Pour la première fois depuis la fin de la guerre froide, il existe un consensus mondial croissant sur la nécessité de repenser la logique d'organisation dominante de la société contemporaine et de développer de nouvelles solutions économiques et politiques. Contrairement à l'équation du communisme et de la dictature du prolétariat, chère à la propagande du « *socialisme réellement existant* », il est nécessaire de revenir sur les réflexions de Marx sur la société communiste. Il l'a un jour définie comme « *une association d'individus libres* ». Si le communisme se veut une forme supérieure de société, il doit promouvoir les conditions du « *plein et libre épanouissement de chaque individu* ». Dans *le Capital*, Marx a révélé le caractère mensonger de l'idéologie bourgeoise. Le capitalisme n'est pas une organisation de la société dans laquelle les êtres humains, protégés par des normes juridiques impartiales capables de garantir la justice et l'équité, jouissent d'une véritable liberté et vivent dans une démocratie accomplie. En réalité, ils sont dégradés en de simples objets dont la fonction première est de produire des marchandises et du profit pour les autres. Pour renverser cet état de fait, il ne suffit pas de modifier la répartition des biens de consommation. Ce qu'il faut, c'est un changement radical au niveau des actifs productifs de la société : « *Les producteurs ne peuvent être libres que lorsqu'ils sont en possession des moyens de production.* » Le modèle socialiste que Marx avait en tête ne laissait pas de place à un état de pauvreté générale mais visait la réalisation d'une plus grande richesse collective et d'une plus grande satisfaction des besoins. Le « *vieux Maure* » (2) nous est encore très utile aujourd'hui. Peut-être même plus qu'à son époque. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR JÉRÔME SKALSKI

(1) En latin, « instrument de gouvernement despotique ».

(2) Par allusion au héros du *Marchand de Venise*, de Shakespeare, surnom familier de Karl Marx.

LE BLOC-NOTES DE JEAN-EMMANUEL DUCOIN



Machine(s)

RÉVOLUTION L'année 2023 file vite et l'IA, depuis l'apparition dans nos vies quotidiennes de ChatGPT, observe un bond en avant qui effraie autant qu'il fascine. Jusqu'à un certain point. L'intelligence artificielle sort de la brume, malgré son concept encore flou pour le commun des mortels. Chacun a bien compris désormais, à la lumière de ChatGPT, que les robots en ligne allaient bouleverser l'agencement de nos intelligences au point que certains évoquent déjà une « révolution anthropologique ». Pensez donc. L'IA dépasse dans nos fantasmagories tout ce que nous imaginions et permet à n'importe qui de rédiger à la vitesse d'un clavier au galop un poème, un devoir scolaire, une recette de cuisine, un rapport, une histoire pour endormir vos enfants, des lignes de code, composer de la musique, réaliser des photographies sorties de nulle part, bref, tout ce dont vous avez besoin. Ajoutons sans plaisanter : même un article...

PHOTO Deux exemples dans l'actualité viennent littéralement de nous stupéfier. Évoquons, d'abord, le dernier lauréat 2023 du prestigieux concours Sony World Photography Awards. L'œuvre récompensée dans la catégorie « création » s'appelle, en français, *Pseudomnie : l'électricienne*. Ce magnifique cliché montre deux femmes l'une contre l'autre, de deux générations différentes. Unanimité du jury. Problème, son auteur, l'Allemand Boris Eldagsen, a immédiatement refusé le prix. Avez-vous deviné pourquoi ? L'homme a reconnu que rien n'était réel dans cette image trompeuse mais d'une illusion parfaite. Elle n'était que le travail d'une intelligence artificielle. Même les plus avisés peuvent tomber dans le panneau, la

preuve, puisque, selon les spécialistes, rien ne « laissait supposer que cette photo n'en était pas une », les coiffures, les vêtements, et surtout la plastique de l'image, au ton sépia, tout cela ressemblait à un document capté dans les années 1950

Où s'arrêtera l'intelligence artificielle ?

par un appareil photo argentique. Ayant minimisé l'ampleur de l'aide de l'IA, l'auteur a déclaré vouloir susciter « un débat ». L'image primée a depuis été décrochée en toute hâte d'une exposition officielle. Polémique.

MUSIQUE Arrêtons-nous maintenant sur le second cas, non des moindres. Depuis le 14 avril, un clip musical posté sur le réseau TikTok connaît un succès retentissant : plus de 10 millions de vues. Attribué dans un premier temps aux artistes canadiens Drake et The Weeknd et intitulé *Heart On My Sleeve*, le morceau fait référence à la chanteuse et actrice Selena Gomez, avec laquelle The Weeknd a entretenu une brève relation sentimentale. Nouveau problème, aucune des deux stars n'a participé à l'enregistrement de ce titre. Elles aussi sont tombées de haut : l'« œuvre » est le fruit d'une intelligence artificielle, qui a réussi, et plutôt magistralement, à imiter leurs voix et leur style. Derrière la supercherie, un pseudonyme, Ghostwriter977. Cet épisode montre à quel point le secteur musical, lui non plus, n'est pas à l'abri des technologies d'IA générative, ce qui pose des questions quasi existentielles quant au sacro-saint respect de la propriété intellectuelle et les possibilités inouïes de contrefaçons. L'usage de l'IA doit-il être prohibé pour la création musicale ? Mais comment, et à quel titre ? L'ineffable David Guetta a déjà utilisé ce genre d'outil pour écrire une chanson dont les paroles reproduisaient le style et la voix du rappeur américain Eminem. De nouveaux styles naissent-ils – aussi – par les nouvelles technologies ? Vaste débat. Information importante : avant d'être retiré, le morceau *Heart On My Sleeve* avait été publié sur plusieurs plateformes musicales et consulté des centaines de milliers de fois...

CERVEAU Devons-nous avoir peur, ou non, de ces machines capables d'influencer nos comportements comme notre capacité à réfléchir, sans parler de notre libre arbitre ? Avons-nous raison de craindre que cette technologie n'octroie aux développeurs du capitalisme une puissance potentiellement démiurge sur toutes les sociétés de l'humanité ? Précision : inspirée de faits réels mais toutefois alimentée par quelques écrits, cette chronique a bien été pensée par un seul cerveau humain. Le bloc-noteur entre en résistance. ■

Dites-nous tout!

filrouge@humanite.fr ou par courrier à l'Humanité,
5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis Cedex

Produire autrement

Jean-Michel Galano

Par Internet

La question n'est pas de mieux répartir ce qui existe, mais de produire différemment et de mettre l'argent là où il faut. Marx l'écrivait déjà dans *l'Idéologie allemande* : si les êtres humains cessaient complètement de produire et de travailler ne serait-ce que quelques heures, l'humanité entière disparaîtrait. De fait, un moment de réflexion suffit pour nous faire reconnaître que nos conditions matérielles d'existence sont sociales avant d'être biologiques : l'énergie (éclairage, chauffage), l'eau, l'alimentation, le vêtement, l'habitation, tout cela est produit de l'industrie et objet d'économie. On s'excuse de rappeler de telles évidences. Il le faut pourtant, à l'heure où certains font l'éloge de la décroissance. Travailler, ce serait polluer ? Allons donc ! La lutte contre les pollutions, qu'elles soient humaines comme l'accumulation des déchets ou naturelles comme l'ensablement des cours d'eau, la prolifération des algues tueuses ou des espèces nuisibles, exige elle-même des moyens industriels et des investissements dans la recherche, notamment en matière de nouvelles technologies. La question n'est donc pas de diminuer le temps de travail social global ni de répartir les bénéfices financiers de façon moins inégalitaire (on comprend que cette solution soit la première qui vienne à l'esprit !), mais de dépenser différemment l'argent : qu'il aille prioritairement à l'emploi, à la recherche, aux services publics et non pas à la « rémunération » des actionnaires. Nos entreprises ne doivent plus être des pompes à fric. L'argent public doit revenir intégralement au public. Dit comme ça, ça paraît couler de source, et pourtant... ■

COURRIER

qu'elles subissent... même si elles ont « choisi » d'offrir leur corps. Il y a là un commerce difficilement acceptable – dans lequel les femmes racisées sont nombreuses, hélas – qui transforme le corps dans sa partie la plus intime, le sexe, en instrument mercantile. Mais il y a un point que je ne partage pas : elle refuse de condamner cette forme d'exploitation de la corporéité au nom de la morale. On retrouve là une forme de pensée amoralisée que le marxisme a tendance à revendiquer et à

pratiquer en se réclamant du Marx de *Capital*, qui constitue, selon moi, une faute théorique contribuant à affaiblir la critique du capitalisme et à désarmer la lutte militante. Sans vouloir compliquer ici ce point, je rappelle seulement, en m'appuyant sur Kant, qu'il y a des impératifs moraux dont la violation doit être punie par la loi, comme le crime ou la violence, et des impératifs moraux, eux aussi, qu'on peut dire « éthiques », si l'on veut, mais dont le non-respect, lui, n'a pas à être sanctionné par cette même loi officielle. Disons que dans ce cas, la morale prend la forme d'une indignité personnelle. La femme, celle qui se prostitue pour se faire de l'argent – et il y en a qui n'y sont pas contraintes, comme il est indiqué dans le texte : seul l'appât du gain ou du lucre les y pousse. Or, je le dis clairement à nouveau : instrumentaliser son sexe, ce qu'il y a donc de plus intime chez l'être humain, je le répète, c'est un manque de respect à l'égard de soi, de sa propre personne et oublier que faire l'amour doit rester une jouissance que l'on partage librement. C'est en ce sens que la morale doit intervenir en politique. ■

Mauvaise Fusion

Françoise Dufour
Cherbourg (Manche)

À la suite de l'article sur la fusion des communes paru dans *l'Humanité* du 20 avril, je voulais préciser que la fusion de Cherbourg et d'Octeville, dans le département de la Manche, faite par Bernard Cazeneuve en 2020, n'a pas eu que des avantages, surtout pour la commune d'Octeville, devenue le parent pauvre. Les services publics y sont menacés, comme la Poste, le laboratoire d'analyses a disparu, la fête locale a été remise en cause, etc. Et, dernière attaque en date cette année : la fermeture d'une école publique de proximité votée par la mairie « de gauche » sans tenir compte de l'avis des enseignants, parents et surtout des enfants. Chose inadmissible qui va déboussoler ces derniers, sachant que l'enseignement est primordial pour leur émancipation à condition qu'il se pratique dans de bonnes conditions. ■

Où, le sexe n'est pas un travail!

Yvon Quiniou

La Roche-sur-Yon (Vendée)

Dans sa chronique récente, Violaine de Filippis Abate a parfaitement raison de dire que « le sexe n'est pas un travail » contre une mode idéologique qui se veut féministe mais qui en réalité est assez lamentable. Elle rejoint ce faisant les premières féministes d'inspiration marxiste du début du XX^e siècle Clara Zetkin et Alexandra Kollontai, qui dénonçaient la prostitution à laquelle les femmes pauvres étaient parfois amenées à se soumettre pour survivre. De ce fait, elles militaient pour un changement de société, le communisme. Notre chroniqueuse ajoute, justement, un constat négatif de la situation que je partage. À la fois elle critique les proxénètes et l'argent facile qu'ils retirent de leur activité, et, tout autant, elle dénonce les violences sexuelles



Lors d'un discours dans les années 1930. MÉMOIRES D'HUMANITÉ/ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA SEINE-SAINT-DENIS

Danielle Casanova, la conquête du bonheur

DÉPORTATION Le 9 mai 1943, la résistante communiste meurt à Auschwitz, à l'âge de 34 ans, du typhus. L'ardente militante corse a œuvré dès sa jeunesse pour les droits des femmes et l'émancipation humaine.

En 1936, sous le soleil de Marseille, le congrès des Jeunesses communistes confiait à Danielle Casanova, « *aux yeux de feu sous des cheveux noirs (...) pleine de confiance et d'entrain* », comme la présente l'*Humanité* du 26 décembre 1936, la création de l'Union des jeunes filles de France (UJFF). Bien-être et paix sont les mots d'ordre de cette nouvelle organisation : « *Nous prenons notre part à la lutte pour la liberté et le progrès, contre le fascisme qui nie et détruit les droits de la femme.* »

Ardente militante pour la paix et les droits des femmes, Danielle Casanova, née Vincentella Perini, a marqué l'histoire en tant que dirigeante communiste et résistante. Sa détermination à permettre aux femmes d'être des forces motrices de la vie politique comme de leur propre existence, qui fonde la nécessité même de l'UJFF, s'exprime dans son discours au congrès de 1936 : « *Il n'est désormais plus possible à la femme de se désintéresser des problèmes politiques, économiques et sociaux que notre époque pose avec tant de force.* » L'UJFF participe aux grèves

ouvrières, lie le droit au bonheur à la liberté de choisir son métier, de bénéficier d'une meilleure instruction et vie culturelle.

Danielle Casanova revendique le fondement antifasciste de l'UJFF : « *Nous ne voulons pas de la souillure du fascisme. La conquête du bonheur est pour la femme liée à son libre épanouissement dans la société, cet épanouissement est une condition nécessaire du développement du progrès social.* » En 1940, en clandestinité, elle met en place les comités féminins de Résistance en région parisienne et dans la zone occupée. Le rôle des femmes dans la résistance est un tournant pour la conquête de nouveaux droits, en premier lieu le droit de vote.

UNE PUISSANCE FÉDÉRATRICE

Après son arrestation en février 1942, Danielle Casanova met au profit de ses camarades son caractère solaire, sororal et solidaire. À la prison de la Santé comme au fort de Romainville, elles s'arrangent pour maintenir une activité politique et culturelle, tient une presse clandestine. Elle crée de la vie là où la mort fauche chaque jour. Le groupe des Françaises reste soudé et plein d'espoir

grâce à la puissance fédératrice de Danielle Casanova. Dans sa dernière lettre avant le départ pour Auschwitz, le 23 janvier 1943, elle écrit à sa famille : « *Nous sommes frères d'être françaises et communistes. Nous ne baisserons jamais la tête ; nous ne vivons que pour la lutte. (...) Notre belle France sera libre et notre idéal triomphera.* »

À l'arrivée du convoi des 231 femmes au camp, Danielle Casanova demande à Raymonde Salez d'entonner la *Marseillaise*. Un moment historique. Affectée dentiste, elle n'eut de cesse de se servir de sa position pour soutenir par tous les moyens les femmes du camp. Prenant des risques inouïs, elle réussit à nouer des contacts à l'extérieur afin de faire connaître la réalité des camps et d'informer des familles de déportées.

Manca Svalbova, docteure tchèque à Auschwitz, témoignait : « *Dans les yeux noirs de cette Corse, brillaient la décision, la fermeté, la camaraderie, la sincérité.*

HISTOIRE *Son sourire était large, presque naïf, avec quelque chose d'une gaieté enfantine, l'art de savoir se réjouir du bleu du ciel. (...) Elle incarnait pour nous toutes un idéal. Elle devint un symbole, et pas seulement un exemple pour les Françaises. (...) Elle savait qui avait besoin d'être aidé et comment il convenait d'aider : à l'une, des arguments politiques, à l'autre un morceau de pain, à la troisième un chant révolutionnaire ou un entretien privé.* » Marie-Claude Vaillant-Couturier renchérit : « *Mais plus encore que les médicaments, c'est sa présence qui nous fait du bien. Quand elle arrive avec son bon sourire dans ce bloc sombre et glacé, c'est comme une flamme qui nous réchauffe.* »

Le 9 mai 1943, Danielle Casanova meurt en déportation du typhus. Sa stature

est telle qu'un cortège funèbre traverse les allées sous le regard médusé des SS. Une nouvelle et dernière fois, elle aura créé l'exception. L'annonce de sa mort est une déflagration qui nourrit les appels à la résistance. Marie-Claude Vaillant-Couturier livrait ce cri du cœur : « *Danielle, Danielle, Danielle, pourquoi m'as-tu laissée toute seule ? La tâche est trop lourde pour moi ! Et pourtant, il faut qu'il y en ait qui rentrent. Il le faut, il le faut pour continuer la lutte, pour que la France soit belle comme elle la voulait.* »

« DU SOLEIL PLEIN LE CŒUR »

« *Les cloches se mirent à sonner dans tous les villages, à Piana, à Vistale, à Vico. Oui, les curés des villages firent sonner les cloches pour une communiste* », nous rapportait ainsi la journaliste Simone Téry. Les honneurs qui lui sont alors rendus sont les mêmes qu'aux hommes.

Le 8 avril dernier, retour à Marseille, qui accueillait sa nièce, Isaline Amalric-Choury. Invitée à témoigner au 39^e congrès du PCF à l'occasion des 80 ans de la mort de Danielle Casanova, elle a fait naître une vive émotion dans l'assistance. À quand la panthéonisation de Danielle, « *l'indomptable* », « *l'immortelle* », celle qui avait « *du soleil plein le cœur* » ? Pensons à Martha Desrumaux, Marie-Claude Vaillant-Couturier. La France doit honorer ces femmes, ces communistes qui ont changé le cours de l'histoire. ■

SHIRLEY WIRDEN

Après ce portrait, publié à l'occasion de la journée du souvenir de la déportation, viendront, la semaine prochaine, celui de Martha Desrumaux, et la semaine suivante, celui de Marie-Claude Vaillant-Couturier.